



Colombie : la longue marche vers la paix ?

Guillaume Lasconjarias

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2016/3 Automne** , PAGES 37 À 48
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365675116

DOI 10.3917/pe.163.0037

Date de mise en ligne : 05/09/2016

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-3-page-37?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Colombie : la longue marche vers la paix ?

Par **Guillaume Lasconjarias**

Guillaume Lasconjarias, ancien élève de l'École normale supérieure de Lyon, agrégé et docteur en histoire, est chercheur au collège de Défense de l'OTAN à Rome.

Le conflit qui oppose la guérilla des FARC à l'État colombien a fait 220 000 morts entre 1958 et 2012, date à laquelle des négociations de paix ont démarré à La Havane. Les forces armées colombiennes ont conduit une campagne de contre-insurrection efficace qui a fortement affaibli les FARC. En juin 2016, gouvernement et rebelles ont signé un accord historique. Le cessez-le-feu paraît néanmoins fragile et la paix reste à construire.

politique étrangère

La guerre finira-t-elle bientôt ? L'annonce d'un cessez-le-feu bilatéral – signé le 23 juin 2016 – entre le gouvernement colombien du président Juan Manuel Santos et la plus vieille insurrection armée d'Amérique du Sud, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) a surpris les opinions publiques¹. Encore récemment, Santos affirmait à un groupe de parlementaires sa volonté de parvenir à un accord de paix dans les prochaines semaines tout en délivrant un discours beaucoup plus nuancé, et peut-être plus menaçant, devant la branche latino-américaine du Forum mondial à Medellin, où, dans un parfait contrepied, il affirmait que la guerre avec les FARC n'était pas terminée et qu'au contraire, le pays risquait de voir resurgir le conflit si le processus de paix n'avancait pas². Ces annonces successives et contradictoires rappellent la fragilité d'un tel processus, où l'échec est toujours possible ; après tout, ce n'est pas la première fois que le gouvernement colombien et les FARC se félicitent de la signature imminente d'un accord de paix... avant de faire marche arrière³.

1. AFP, Reuters, « Colombie : cessez-le-feu historique avec les Farc », *Le Figaro*, 23 juin 2016, disponible sur www.lefigaro.fr.

2. EFE, *El Tiempo*, « Farc estan preparadas para guerra urbana si fracasa proceso de paz », 16 juin 2016, disponible sur : www.eltiempo.com, et A. Alsema, « July 20: Colombia's Latest Deadline for Peace with FARC », *Colombia Talks*, 21 juin 2016, disponible sur : <http://colombiareports.com>.

3. « El 23 de marzo podra darse firma total o parcial del acuerdo de paz: Canciller Holguin », *El Pais*, 7 mars 2016, disponible sur : www.elpais.com.co.

La prudence est donc de mise, l'histoire colombienne de ces cinquante dernières années ayant été marquée par une violence parfois débridée, dont le pays porte encore les stigmates : plus de 220 000 victimes, à 80 % civiles, entre 1958 et 2012, et quasiment six millions de déplacés internes⁴. Après l'Afghanistan, la Colombie est le pays au monde où les mines antipersonnel font le plus de victimes – sans doute une dizaine de milliers entre 1982 et 2012, et pas moins de 286 tués sur l'année 2015⁵. À cela s'ajoutent d'autres phénomènes, qui marquent la société tout entière : plus de 25 000 disparus – au rang desquels les « faux positifs »⁶ –, des centaines de victimes de violences sexuelles et des milliers d'enfants et d'adolescents recrutés de force par les groupes armés⁷.

Mais si le pays souffre des symptômes d'une violence sourde, de basse intensité, toujours présente, on ne peut que constater qu'elle recule globalement : les autorités colombiennes sont promptes à communiquer sur la baisse du nombre d'homicides – 12 540 enregistrés en 2015, soit le taux le plus bas depuis la fin des années 1970 –, et la diminution constante des kidnappings (188 en 2015, à comparer avec 288 en 2014, et des pics à plus de 3 000 dans les années 1990)⁸. Si persiste le double problème des bandes criminelles formées d'anciens paramilitaires, et des guérillas d'extrême gauche (FARC et ELN), il n'en reste pas moins que l'État colombien a repris le contrôle de son territoire. En douze ans, de l'élection d'Uribe (2002) au second mandat de Santos (2014), la Colombie est passée du stade de quasi-État failli à un modèle de contre-insurrection victorieuse, cité en exemple et enseigné comme partiellement transposable.

Pour le dire autrement, les dynamiques du conflit interne colombien se sont profondément modifiées ; la prise de conscience des élites que le conflit n'avait aucune chance d'être endigué militairement, mais que sa solution devait s'accompagner de profondes réformes sociales,

4. Selon les chiffres des chercheurs affiliés au groupe sur la mémoire historique de la Commission Réparation et Réconciliation (Grupo de Memoria Historica de la Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación, *BASTA YA! Colombia: Memorias de guerra y dignidad*, Bogota, Imprimerie nationale, 2013, p. 20) et les statistiques du UNHCR, disponibles sur : <www.unhcr.org/fr/52bbead90.pdf>.

5. Selon une infographie faite par *Radio Canada*, 2 avril 2016, disponible sur : <<http://ici.radio-canada.ca>>.

6. Le scandale des « faux positifs » (*falsos positivos*) se rapporte aux exécutions extrajudiciaires de civils (peut-être autour de 4 300 victimes) par des unités de l'armée, lesquelles les font passer pour des guérilleros, en échange de primes ou de permissions. Amplifiées sous le mandat d'Uribe, ces exactions sont révélées en 2008 et donnent lieu à une série de condamnations de membres des forces armées – plus de 1 500 à ce jour – jusqu'à la mise en cause récente de très hauts gradés – dont 22 généraux. Voir notamment C. Gouëset, « Colombie : des milliers de civils tués pour simuler des succès militaires », *L'Express*, 26 juin 2015, disponible sur : <www.lexpress.fr>

7. Entre 1985 et 2014, entre 5 000 (estimation basse) et 7 500 enfants et adolescents auraient été intégrés dans les différentes parties au conflit (armée, groupes paramilitaires et guérillas). De leur côté, les FARC ont renoncé en 2015 à enrôler des mineurs de moins de 17 ans dans leurs rangs. R. Florey, « The Reality of Colombia's Child Soldiers », *Colombia Reports*, 17 février 2015, disponible sur : <<http://colombiareports.com>>.

8. A. Alsema, « Homicides in Colombia Down 5% in 2015 », *Colombia Reports*, 5 janvier 2016, disponible sur : <<http://colombiareports.com>>.

économiques et politiques, a porté ses fruits, et forcé le principal groupe rebelle à négocier. L'appui des États-Unis – essentiel mais non déterminant – a certes été prépondérant, mais il ne s'est jamais substitué aux choix et à l'action du gouvernement colombien démocratiquement élu. En réalité, c'est le retour de l'État et de son rôle comme moteur qui mérite d'être analysé, un État qui a utilisé les leviers de sa puissance pour contester les territoires perdus, remettre en place les corps constitués, relancer la machine économique et assurer *in fine* à ses citoyens une vie digne.

La violence politique et l'émergence des FARC

La Colombie a une relation ambiguë à la violence et au politique ; bien que secoué par des guerres civiles à répétition et des dizaines d'insurrections, ce pays est une terre à part en Amérique du Sud, n'ayant connu dans son histoire qu'une courte période de dictature militaire au milieu des années 1950. Le pays se prévaut d'une tradition démocratique ancienne et sa Constitution, adoptée en 1886, n'a été révisée et modifiée qu'en 1991. Pour autant, cette stabilité constitutionnelle dissimule la faiblesse d'un État qui se caractérise par des oppositions marquées entre trois entités, l'*hacienda* – pour le modèle économique –, l'Église pour les fondements sociaux, et les partis (conservateur ou libéral) pour les opinions politiques⁹.

L'ensemble donne corps à une société profondément inégalitaire – selon l'ONU, la Colombie se range à la 14^e place sur 134 pays en matière d'écart des revenus – avec une élite qui se partage le pouvoir politique et économique, exclut les pauvres et marginalise les minorités afro-colombiennes, le tout sur un espace segmenté entre villes à la densité croissante et campagnes longtemps négligées, enclavées et périphériques. Ce cocktail explose en 1948, quand Gaitan, le chef du parti libéral, est assassiné. La guerre civile – qu'on nomme *Violencia* (1948-1953) – ravage le pays et donne naissance à des groupes de défense armée, soit sous forme de milices levées et armées par les grands propriétaires, soit sous forme de groupes d'autodéfense d'inspiration libérale ou communiste. L'ordre constitutionnel rétabli renforce cette dichotomie entre élites et acteurs périphériques, alors que se construit un système politique original (le Front national) qui prévoit la parité précise pour tous les postes et institutionnalise une alternance entre les deux principaux partis, donnant naissance à une dyarchie qui affaiblit les réelles disparités idéologiques.

Face à cela, certains explorent des voies nouvelles : parmi eux, « un groupe de paysans, sous la direction du Parti communiste » tient les troupes gouvernementales en échec. Ces Forces armées révolutionnaires

9. D. Pécaut, « Violence et politique : quatre éléments de réflexion à propos de la Colombie », *Cultures et Conflits*, n° 13-14, printemps 1994.

Les FARC basculent dans le narcotrafic

de Colombie (FARC)¹⁰ naissent en 1964, sous l'égide d'un chef charismatique, Manuel Marulanda Velez (mort en 2008). Mouvement d'inspiration rurale mêlé de marxisme-léninisme, les FARC s'implantent d'abord dans les espaces périphériques et, au cours de leurs premières années d'existence, cherchent avant tout à survivre. Certes, leurs dirigeants caressent

l'espoir de percer dans les villes, profitant de l'émergence d'un prolétariat ouvrier urbain qui conduirait *in fine* à un mouvement d'union des ouvriers et des paysans, puis à la prise du pouvoir. La chance des FARC – comme d'autres groupes à l'instar de l'ELN ou du M-19 – est de bénéficier de la convergence de deux dynamiques : le durcissement du conflit idéologique Est-Ouest qui conduit à une radicalisation des luttes partout en Amérique du Sud, et l'explosion de l'économie de la drogue¹¹. Conscientes que la cocaïne génère des moyens financiers considérables, les FARC basculent dans le narcotrafic ; dit autrement, assuré de ses moyens de subsistance, le groupe peut renouveler ses ambitions stratégiques et songer à étendre l'insurrection¹².

Entre les 7^e et 8^e conférences (1982 et 1993), les FARC combinent toutes les formes de lutte, politique et militaire : toutefois, héritières de la culture colombienne de violence politique, elles font la part belle à la lutte armée. La stratégie des FARC se décline en quatre temps. Le premier voit la consolidation des revenus qui doivent permettre au mouvement de recruter, entraîner et maintenir ses unités de guérilla. Le deuxième temps vise à étendre le théâtre des opérations à l'ensemble du pays, à quitter les zones montagneuses ou reculées pour affronter partout les forces gouvernementales, les éparpiller et conserver l'initiative. L'étape suivante cherche à isoler la capitale, Bogota, ainsi que les principales villes du pays, tout en les infiltrant ; cela invite à la constitution de véritables corridors stratégiques par lesquels les groupes de combattants et les colonnes de guérilla peuvent se déplacer à travers tout le pays, tandis qu'en ville naissent et se déploient des unités de guérilla urbaine. Enfin, quittant le modèle de la guérilla, les FARC mèneraient une véritable guerre de mouvement, pratiquant des opérations militaires à une large échelle, culminant dans une insurrection généralisée conduisant logiquement à la prise du pouvoir¹³.

10. L'acronyme change en 1982 au cours de la 7^e conférence, quand les Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia intègrent la dimension de guerre populaire et ajoutent l'acronyme EP (Ejército del Pueblo – armée du peuple).

11. D. Davis, D. Kilcullen, G. Mills et D. Spencer, *A Great Perhaps? Colombia: Conflict and Convergence*, Londres, Hurst & Co, 2015, p. 5.

12. A. Labrousse, « Colombie : le rôle de la drogue dans l'extension territoriale des FARC-EP (1978-2002) », *Hérodote*, 2004/1, n° 112, p. 27-48.

13. A. Rabasa et P. Chalk, *Colombian Labyrinth: The Synergy of Drugs and Insurgency and Its Implication for Regional Stability*, Santa Monica, RAND Publishing, 2001, p. 39-40.

Malgré la chute du bloc communiste, les FARC ne changent ni leur logiciel politique, ni leurs modes d'action : au contraire, leur puissance est telle qu'au début des années 2000, ils alignent peut-être 20 000 combattants et saluent la prestation de serment du nouveau président Uribe par des tirs de mortier sur la présidence, au cœur de la capitale !

Crise et renouveau

Jusqu'en 2002, face à ces groupes, les autorités politiques semblent tétanisées. La complexité des enjeux et la priorité à résoudre des crises qui sont toutes urgentes – dont l'émergence des cartels de la drogue – font que les gouvernements successifs cherchent avant tout à négocier une sortie de crise politique.

Les premières tentatives ont lieu sous le président Betancur, et débouchent sur les accords de La Uribe (mars 1984), qui voient les deux camps faire quelques concessions, dont la plus importante porte sur une première participation des guérilleros à la vie politique, au travers de l'Union patriotique (*Union Patriótica* ou UP). Ce mouvement, qui associe l'ensemble des forces de gauche en un grand front pluripartiste, malgré une hégémonie des communistes¹⁴, ne survit pas à une nouvelle spirale de violence, portée par la collusion entre certains conservateurs, membres des forces de sécurité, narcotrafiquants et groupes paramilitaires : l'UP est proprement décapitée. Ce qui favorise paradoxalement les partisans d'une ligne dure dans les deux camps, et renforce l'idée qu'il n'existe de solution que militaire.

Malgré tout, à intervalles réguliers de nouvelles ouvertures sont faites, sans succès. Jusqu'en 1998 : les FARC n'envisageant les négociations qu'en position de force, elles acceptent de prendre attache avec le gouvernement du président Pastrana après une série spectaculaire d'actions militaires durant l'été 1998. Elles obtiennent en effet une « zone de détente » démilitarisée de 42 000 km² – la superficie de la Suisse, soit 4 % du territoire colombien – dans le centre et le sud du pays, autour de San Vicente del Caguan. Une paix bancaire s'installe, au cours de laquelle ni l'armée, ni les rebelles ne suspendent véritablement leurs actions. En outre, les FARC font de cette zone libérée – renommée Nouvelle Colombie – un tremplin pour de futures conquêtes, y reconstituant leurs forces, mettant en œuvre leurs slogans révolutionnaires, et créant une contre-société, tout en y autorisant la multiplication des cultures illicites.

14. H. Kline, *Chronicles of a Failure Foretold: The Peace Process of Colombian President Andrés Pastrana*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 2007, p. 17-26. À noter, l'actuel chef négociateur des FARC à La Havane, Ivan Marquez, participe à ce mouvement.

Financer une véritable campagne de contre-insurrection

Cette expérience est suspendue avec l'élection d'Alvaro Uribe, considéré comme un partisan de la ligne dure. On peut juger avec sévérité le bilan de Pastrana, mais il n'en reste pas moins que l'expérience du Caguan permet à l'État colombien de gagner du temps, en cherchant des solutions à la fois sur le plan intérieur et international. C'est en effet sous Pastrana que naît le Plan Colombie, programme ambitieux qui vise officiellement à mettre fin au narcotrafic. Se tournant vers les États-Unis, très préoccupés par le fléau de la drogue, le président colombien dénonce la collusion entre narcotrafic et conflit armé. L'aide américaine se limite d'abord à la formation d'unités contre-narcotiques et à des politiques d'éradication ; mais l'étanchéité déjà contestable entre lutte contre-narcotique et lutte contre-insurrectionnelle cède après les attentats du 11 septembre 2001. L'administration Bush établit « un lien entre les groupes terroristes et extrémistes susceptibles de compromettre la sécurité de l'État et les activités inhérentes au trafic de drogue, qui contribuent au financement de ces groupes » – ce qui permet de financer une véritable campagne de contre-insurrection¹⁵.

Le Plan Colombie peut donc être mis en œuvre sous Uribe, puis Santos. Là encore, il existe une originalité dans ce domaine, puisque ce sont les Colombiens qui sont à son origine, qui choisissent ses contours et le conduisent. Y compris d'un point de vue financier, ce Plan est le leur, l'apport de Washington ne couvrant bon an mal an qu'un tiers à un quart du coût total. Lors de son entrée en fonction, Uribe constate que les ressources sont insuffisantes. Il met donc en place une taxe « pour la sécurité démocratique » de 1,2 % sur les avoirs liquides, des individus comme des sociétés, supérieurs à 150 millions de pesos (soit 79 000 dollars), ce qui est aussi un moyen de montrer à l'opinion publique que les plus riches – longtemps accusés d'indifférence – sont prêts à un sacrifice pour rendre leur pays plus sûr¹⁶. Ces ressources nouvelles sont investies dans les forces de sécurité, armée et police.

Uribe pense en effet que l'État doit d'abord répondre à sa mission première : garantir, et donc produire, de la sécurité. Il inaugure ainsi une « politique de défense et sécurité démocratique » (*Politica de Defensa y Seguridad Democratica*), qui unifie toutes les composantes de l'État dans la lutte contre les groupes armés criminels ; ce qui modifie profondément

15. « The National Security Strategy of the United States of America » Washington, Maison-Blanche, 17 septembre 2002, p. 10.

16. J. McDermott, « Colombia Imposes Democratic Authority », *Jane's Intelligence Review*, octobre 2002, p. 20-21. Le ministre des Finances de l'époque avait suggéré de prélever l'équivalent d'une journée de salaire à titre de contribution générale à l'effort de guerre.

les relations entre autorités civiles et militaires, puisque désormais sont combinés les piliers politique, économique, social et sécuritaire, associés et non séparés, pilotés directement par un centre spécialement conçu et rattaché à la présidence de la République (le Centre de l'action intégrale). Le principe en est simple : la présence des forces de sécurité garantit l'intérêt de l'État à la protection et au bien-être de ses concitoyens, et autorise le redémarrage de tous les autres secteurs économiques et sociaux¹⁷. Les militaires et les policiers doivent reconquérir les territoires perdus, s'y installer en permanence pour prévenir le retour des guérillas, favoriser le retour des autres institutions étatiques (éducation et santé), et promouvoir un développement économique harmonieux. Les actions cinétiques se conjuguent avec des actions de nature civilo-militaire, le but n'étant pas tant de détruire les FARC que de les forcer à abandonner leurs territoires, puis de retourner la population en faveur du gouvernement légitime.

La transformation du conflit

Il faut pour ce faire disposer d'un outil adéquat. En l'espace de deux décennies, l'armée colombienne évolue radicalement. Constituée et pensée comme une force de défense du pays contre les menaces extérieures, elle n'a d'autre choix que de s'adapter à un nouvel adversaire capable de lui porter des coups terribles. Le constat de départ naît de la déroute d'El Billar (Caqueta) en mars 1998, où une embuscade des FARC détruit le 52^e bataillon de contre-guérilla, unité d'élite appartenant à la 3^e brigade mobile¹⁸. Prenant conscience du danger, l'État réagit et entame une triple réforme : augmentation des effectifs, modernisation des forces, changement de stratégie. Au début de la présidence Pastrana, l'armée colombienne aligne en théorie 120 000 combattants, dont un dixième de professionnels ; dans les faits, un maximum de 20 000 soldats peut mener des actions sur le terrain, ce qui est finalement bien peu face à des groupes rebelles en plein essor. Sous Uribe, puis Santos, les effectifs triplent ; pour les années 2014-2016, qui marquent pourtant un (très) léger recul, on compte presque 300 000 soldats – dont 85 868 professionnels –, tandis que le nombre de policiers augmente pour atteindre 208 000 personnels¹⁹. Cela s'accompagne de créations nouvelles, comme celle du corps d'infanterie de marine, créé en 1999 sur le modèle des *Marines* américains, et dont les effectifs sont progressivement multipliés par 8, de 3 000 à 24 000 soldats !

17. J. Cario, *L'Action intégrale ou la récupération sociale du territoire en Colombie*, Paris, CDEF, 2008.

18. De nouvelles révélations ont depuis été faites sur les erreurs commises par le haut-commandement, voir J. S. Jimenez Herrera, « El Billar (Caqueta), grave error operacional », *El Espectador*, 3 septembre 2014, disponible sur : <www.elspectador.com>.

19. Les chiffres sont ceux du ministère de la Défense colombien jusqu'à la mi-2015, disponibles sur : <www.mindefensa.gov.co>.

Les forces armées colombiennes gardent cependant présent à l'esprit le coût que représente cet effort militaire : le pragmatisme et l'enveloppe budgétaire commandent.

Les premiers essais de drones colombiens

Dans le cadre de la contre-insurrection, les forces colombiennes mettent l'accent sur trois domaines. Le premier est le renseignement et l'identification des cibles à haute valeur ajoutée, c'est-à-dire les principaux chefs de la rébellion. En la matière, armée et police s'appuient sur leurs réussites dans la lutte contre le narcotrafic. Le principe est de disposer d'un réseau d'informateurs sur le terrain, en le doublant de moyens technologiques modernes. Les Colombiens sont parmi les premiers à utiliser les images satellites pour identifier et repérer les plantations illicites, ou à employer des systèmes d'interception de communication et de suivi GPS. Une partie de ces capacités provient des États-Unis, mais depuis 2013 le pays se dote de capacités propres pour acquérir du renseignement ; l'armée de l'Air a acheté 50 drones tactiques à Israël, tandis que l'industrie aéronautique nationale a entamé sa révolution technologique, avec les premiers essais de drones colombiens²⁰.

Le deuxième point d'excellence est l'usage de la puissance aérienne sous toutes ses formes. On relève la naissance d'une aviation de contre-insurrection, autour d'une plate-forme dédiée – le *A-29 Super-Tucano*. Si le choix est d'abord budgétaire, il ne se traduit pas par des sous-performances. Bien au contraire, les pilotes passent maîtres dans l'emploi d'un appareil dont les bombes à guidage laser peuvent frapper avec précision les camps rebelles, tandis que leur bruit – initialement vu comme un désavantage – conduit, selon les mots de déserteurs FARC, à déposer les armes, par peur des bombardements²¹. Dans le même esprit, et pour surmonter les contraintes d'un environnement compartimenté, l'armée colombienne se convertit à l'aéromobilité ; l'aide américaine participe pleinement à cette mutation, au point que la Colombie dispose aujourd'hui de la deuxième flotte au monde d'hélicoptères *UH-60L* et *AH-60L Blackhawk*, dont une version fabriquée sous licence, l'*Arpia*. Concrètement, l'armée dispose d'une division d'assaut par air, qui mène l'essentiel des opérations contre les réseaux de trafiquants et/ou les insurgés. En théorie, il est donc possible de projeter une brigade d'infanterie – autour de 2 000 hommes – en une seule vague d'assaut en n'importe quel point du pays ; mais concrètement,

20. S. Robbins, « Colombia Develops UAV Technology to Fight Drugs, Rebels, Illegal Mining », *Dialogo*, 1^{er} août 2013, disponible sur : <<http://dialogo-americas.com>>.

21. D. Priest, « Covert Actions in Colombia », *Washington Post*, 21 décembre 2013, disponible sur : <www.washingtonpost.com>. Le cas du *Super Tucano* révèle un cas intéressant d'armée de l'Air à deux vitesses, avec des types de plateformes différents, pour des missions bien distinctes.

ces forces hélicoptées agissent sous forme de groupements tactiques aéromobiles autonomes à disposition des commandants de division. Ce sont ces unités qui portent des coups sévères aux FARC à partir de 2008, s'illustrant notamment dans l'opération *Jaque*, qui voit la libération d'Ingrid Betancourt.

Enfin, les Colombiens développent fortement leur composante de forces spéciales. Initialement destinées aux zones urbaines et aux missions de contre-terrorisme, la plupart de ces unités voient le spectre de leurs missions redéfinies. Transformées en forces de réaction rapide, elles constituent le cœur des *Task Force* interarmées qui visent à reprendre l'initiative à partir de 2006-2007. Les chefs qui réforment profondément l'armée colombienne sont passés par ces unités, à l'instar des généraux Jorge Mora et Carlos Ospina, tous deux anciens chefs d'état-major des armées. Ils tentent d'instiller, dans le cursus de formation et d'entraînement de la totalité de la force, les vertus et qualités propres aux commandos et *lance-ros* : excellente condition physique, autonomie, professionnalisme, rigueur et esprit d'initiative.

Fin de partie à La Havane ?

À l'issue de son second mandat, Uribe peut donc légitimement se féliciter des résultats obtenus. Mises sous pression, les FARC voient fondre leurs effectifs : le *tempo* des opérations conduit à la désagrégation de la plupart des fronts FARC, réduisant d'autant leur capacité militaire – la guérilla compte aujourd'hui moins de 7 000 combattants, dont un tiers de femmes, et les forçant à se retrancher à nouveau dans des tactiques fondées sur un usage extensif des mines et des pièges. Juan Manuel Santos, ancien ministre de la Défense d'Uribe, poursuit globalement l'approche de son prédécesseur, lui apportant un élément supplémentaire : se félicitant des excellents résultats de la stratégie militaire, il reconnaît que les guerres ne se terminent « qu'autour d'une table des négociations », et juge que ce sont justement « les succès militaires qui permettent la réalisation d'un processus de paix »²².

Au cours de 2012, alors qu'il continue d'exiger du ministre de la Défense qu'il maintienne la pression sur les FARC, Santos utilise l'un de ses anciens vice-ministres comme émissaire auprès de la rébellion. L'idée est d'ouvrir des négociations formelles en vue d'un processus de paix, en se limitant à cinq points : la transformation de la guérilla en parti politique, la coopération en matière de lutte contre les cultures illicites, la politique rurale et la distribution des terres, ainsi que les deux points les plus contestés,

22. J. M. Santos, « Colombie : l'adieu aux armes », *Politique internationale*, n° 147, printemps 2015, p. 161-170.

la justice (sanctions et réparations) et le désarmement. Soutenues par le gouvernement norvégien et ouvertes à La Havane en novembre 2012, les négociations sont déjà parvenues à des accords au moins formels sur les trois premiers points²³.

Un accord définitif devait intervenir le 23 mars 2016, mais sa signature a été maintes fois reportée jusqu'à la surprise du 23 juin dernier qui laisse la Colombie « au bord de la paix »²⁴. Les négociateurs ont sans nul doute peiné quant à la question du cessez-le-feu bilatéral ; jusqu'à la dernière minute et la signature du protocole en grande pompe, les opérations militaires n'ont jamais cessé. On avait cru déjà percevoir des changements suite à la décision des FARC de proclamer une courte trêve unilatérale en novembre 2014, laquelle avait conduit Santos à suspendre les bombardements aériens en mars 2015. Mais dès la mi-avril, suivant une embuscade meurtrière dans le département de Cauca, la trêve avait été bousculée, tandis que les attaques repartaient à la hausse²⁵. À l'été

Les opérations militaires n'ont jamais cessé

2015, les rebelles affirment vouloir sauver le processus de paix et déclarent à nouveau une période de cessez-le-feu qui, depuis, a été globalement respectée, si l'on considère la diminution des attaques contre les unités militaires et les forces de sécurité. Certains observateurs étaient peu optimistes sur l'aboutissement du processus, jugeant que les conditions n'étaient pas encore réunies ; les FARC envisageaient donc de cesser leurs opérations d'extorsion, de recruter des combattants, et de protéger leurs territoires par des mines et des engins explosifs improvisés (IED), sans même parler de suspendre leur collusion avec le narcotrafic²⁶. Sans doute, le secrétariat des FARC percevait-il depuis déjà quelque temps sa faiblesse, et craignait-il les ravages d'une démobilisation massive vue comme une sorte de condamnation à mort. Ainsi, il semble que l'enjeu majeur ait été la création de multiples zones démilitarisées (23 « zones de normalisation ») à travers le pays, où les combattants pourraient se rassembler sans déposer leurs armes.

23. En mai 2013 est signé l'accord sur la réforme rurale et le développement rural qui étaient au cœur des revendications depuis 1964 ; en novembre, la participation des FARC à la vie politique après la signature d'un accord de paix est admise. Enfin, en mai 2014, les deux parties s'accordent sur l'élimination des cultures illicites.

24. J. Grajales, « La Colombie au bord de la paix », *The Conversation*, 29 juin 2016 disponible sur : <<http://theconversation.com>>.

25. *BBC Colombia*, « Colombia to Resume Farc Bombings After Rebel Ambush », 16 avril 2015, disponible sur : <www.bbc.com> et M. Dancis, « FARC attacked More Than 150 Times Since lifting Ceasefire », *Colombia Reports*, 22 juin 2015, disponible sur : <<http://colombiareports.com>>.

26. Certaines de ces idées sont l'objet d'un débat tenu par le *think tank* Washington Office on Latin America en mars 2016, « How a Ceasefire in Colombia Can Work? Overcoming Challenges to a Smooth Transition from War to Peace », disponible à l'écoute sur : <www.wola.org>.

Pour le gouvernement, cette piste a été difficile à accepter, même si l'on avait évoqué un temps la création d'espaces où les guérilleros seraient protégés par l'armée et d'anciens combattants rebelles démobilisés²⁷. L'agrément final s'accorde sur un désarmement progressif, sur 6 mois, et sous contrôle mixte des forces armées colombiennes, des FARC et d'observateurs de l'ONU. Bogota a en échange obtenu de la guérilla qu'elle accepte la ratification des accords finaux par voie référendaire, un point que les FARC ont longtemps refusé. La présence de Santos comme du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon, à La Havane, signifie combien on souhaite faire de ces pourparlers un voyage sans retour. Malgré tout, des problèmes et des équivoques demeurent. Certes, l'ONU entend veiller sur le respect du processus de paix, et de son côté l'administration Obama salue et soutient cette annonce – comme l'avait déjà montré la visite médiatique de John Kerry auprès des négociateurs FARC à La Havane en mars 2016. Pourtant, comme le dit un bon connaisseur du pays, « on ne devient pas dentiste en une nuit » et songer à l'après-guerre invite à analyser l'ensemble des facteurs qui peuvent fragiliser ou même mettre en danger ce cessez-le-feu. Le premier paramètre tient à la viabilité financière de l'accord de paix, alors que la crise des revenus du pétrole affecte la Colombie. Ensuite, et bien que Santos affirme être soutenu par ses concitoyens, l'opinion ne souhaite pas qu'un blanc-seing soit donné aux FARC. Le héraut de cette opposition est Uribe –, devenu le plus farouche adversaire de Santos, qu'il qualifie de « traître » –, qui se plaît à dénoncer la légèreté avec laquelle le gouvernement actuel a signé un accord sur la justice transitionnelle, qui garantirait selon lui une impunité aux chefs rebelles²⁸.

Enfin, la place et le rôle des forces armées demeurent indécis. Les militaires pourraient ne pas soutenir avec toute la fermeté et l'enthousiasme nécessaires le processus. Le ministère de la Défense colombien l'a compris. Il a créé un nouveau commandement chargé de la transition et qui garantit la place centrale des militaires dans le processus de démobilisation. Le chef de l'armée de Terre, le général Alberto Mejia, a ainsi débuté un travail de réorientation de la doctrine des forces terrestres, en insistant sur le rôle des soldats dans les périodes de reconstruction post-conflit, tout en rassurant ses troupes sur les coupes budgétaires qui pourraient suivre²⁹.

27. H. Murphy et L. J. Acosta, « Colombia Troops, Ex-guerrillas may protect Rebels in Peace: Minister » *Reuters*, 19 mai 2016.

28. Pour un regard critique et plus complet sur cette question, voir WOLA, « 9 Unanswered Questions About Colombia's Victims and Justice Accord », 23 décembre 2015, disponible sur : <<http://colombiapace.org>>.

29. A. Isacson, « The Colombian Military Faces Post-Conflict Uncertainty », WOLA, 24 mars 2016, disponible sur : <www.wola.org>.

Coincé entre ses rêves d'entrer dans l'histoire comme le président qui aura signé la paix avec les FARC, et la réalité d'un processus complexe et qui se durcit au fur et à mesure que la fin se rapproche, Santos a sans doute commis une erreur d'appréciation. Les opérations de décapitation du secrétariat général des FARC entre 2008 et 2010 ont été si efficaces qu'elles ont forcé les rebelles à prendre le chemin des négociations en 2012. Les FARC ont perdu tellement de terrain qu'elles se retrouvent, *mutatis mutandis*, dans la situation qui était la leur avant les années 1980. La population colombienne vit déjà dans la période post-conflit, et ne perçoit plus les FARC que comme une nuisance, tandis que le mouvement a perdu – nonobstant ses affirmations – tout soutien populaire.

En lui offrant une place d'honneur à la table des négociations, Santos joue avec les mots en affirmant qu'on peut sortir de la crise par le haut, et qu'on peut faire des concessions à une guérilla durement frappée mais pas abattue. Les données statistiques sur les progrès en matière sécuritaire et qui sont publiés par le ministère de la Défense racontent une autre histoire : les FARC ont été défaites, et les opérations de contre-insurrection ont été un succès. Pour autant, le principal obstacle à une paix réelle semble être la capacité pour l'État colombien à mener la démobilisation, alors qu'un autre mouvement de guérilla au fonctionnement et à la structure dissemblable, l'ELN, refuse de déposer les armes – elle s'est invitée récemment dans le débat en enlevant trois journalistes espagnols –, et que les bandes criminelles héritières des paramilitaires comptent pas moins de 6 000 à 7 000 membres dans leurs rangs et poursuivent leurs sinistres activités. Si un processus robuste et parfaitement dessiné n'est pas mis en œuvre, si l'inefficacité, la corruption, les réticences des acteurs ne sont pas combattues, une déstabilisation pourrait s'ensuivre, qui justifierait à nouveau la rupture des accords de paix, donnant raison à un Santos de craindre une nouvelle vague de violence et une désespérante prolongation de la guerre civile.



Mots clés

Colombie
Guérilla
Contre-insurrection
FARC